

Convention collective départementale
IDCC : 1626. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES
(Hautes-Pyrénées)
(18 février 1992)

(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)
(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)

AVENANT DU 24 MARS 2014

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1450582M
IDCC : 1626

Entre :

L'UIMM Adour-Pyrénées,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le prolongement des dispositions figurant à l'article 14 de l'accord national du 26 février 2003 sur la sécurité et la santé au travail, les dispositions ci-après manifestent la volonté commune des parties signataires de faire bénéficier les salariés mensuels de garanties collectives leur permettant une protection effective en matière de prévoyance.

Article 1^{er}

Prévoyance complémentaire

Il est ajouté à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques et connexes des Hautes-Pyrénées un article 39, 2^e partie « Avenants mensuels » B.II, ainsi rédigé :

« Article 39

Prévoyance complémentaire

1. Bénéficiaires

A compter du 1^{er} octobre 2014, l'employeur est tenu de mettre en place un régime de prévoyance en faveur de tous les salariés non cadres non affiliés à l'AGIRC et, le cas échéant, de ceux affiliés à l'AGIRC au titre de l'article 36 de l'annexe I de la convention collective AGIRC du 14 mars 1947

(sauf ceux bénéficiant déjà de la cotisation prévue à l'article 7 de cette convention collective AGIRC) dès lors qu'ils ont plus de 1 an d'ancienneté.

2. Garanties

Le contrat d'assurance devra inclure le versement d'un capital en cas de décès ainsi que le versement d'un capital en anticipation en cas d'invalidité 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale et/ou le versement d'une rente éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au point 1 ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année complète de travail, à 0,30 % du montant du TEG du mensuel classé au coefficient 190. Cette cotisation sera calculée sur la base du TEG en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera réduite *pro rata temporis* pour les salariés dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation déjà affectée par l'employeur à un régime de prévoyance couvrant le même risque existant dans l'entreprise.

3. Dénonciation

Les parties signataires rappellent que le présent article est le résultat de la recherche d'un équilibre entre leurs intérêts respectifs.

Elles considèrent, en conséquence, qu'une clause de dénonciation partielle ne peut être envisagée que de manière tout à fait exceptionnelle et pour des sujets strictement délimités dont l'évolution comporte des risques susceptibles d'affecter la convention collective tout entière.

C'est dans ces conditions qu'elles conviennent des dispositions ci-après, dont l'application est limitée au présent article.

Les dispositions du présent article pourront faire l'objet d'une dénonciation unilatérale par chaque signataire, indépendamment des autres dispositions de la présente convention collective.

La dénonciation sera notifiée par son auteur à tous les signataires par lettre recommandée avec avis de réception et fera l'objet d'un dépôt, dans les conditions des articles L. 2261-9 et D. 2231-8 du code du travail, dès que la notification en aura été faite au dernier signataire par la réception, par celui-ci, de la lettre recommandée.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un préavis de 3 mois, et une nouvelle négociation devra s'engager à la demande de l'une des parties intéressées.

Lorsque la dénonciation sera le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou salariés, elle ne fera pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions du présent article.

Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, le présent article cessera de plein droit de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur du nouvel article destiné à le remplacer ou, à défaut, et au plus tard à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la fin du préavis. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à la date prévue par l'article 1^{er}, soit au 1^{er} octobre 2014.

En cas de modification des dispositions législatives ou réglementaires qui rendraient inapplicables les dispositions du présent avenant, des négociations s'ouvriraient à l'initiative de la partie la plus diligente afin d'examiner les possibilités d'adapter le présent avenant à la situation nouvelle ainsi créée.

Article 3

Notification et dépôt

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues par l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2231-7 et D. 2231-3 du même code.

La demande d'extension sera effectuée par l'union des industries et des métiers de la métallurgie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le 24 mars 2014.

(Suivent les signatures.)